

Séance du Conseil Municipal du 17 décembre 2009

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, VALLAURI Jean-Claude, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, HAVARD-CORBIERE Chantal, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, ZIZZO François.

Procurations :

Mme HAVARD-CORBIERE Chantal à M. le Maire

M. SIMON Raphaël à M. VALLAURI Jean-Claude

Mme DOTTAIN Laurence à Mme SOUMATI Marie-Christine

Mme DUQUESNE Céline à Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse

Absente :

Melle DORDE Maéva

Secrétaire :

Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h30.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 27 novembre 2009 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible comme à l'accoutumée sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité

Séance du Conseil Municipal du 17 décembre 2009

Ouverture de la séance :

Sont ajoutées des délibérations relatives :

- à un bail emphytéotique d'une durée de 50 ans au bénéfice de la commune avec Côte d'Azur Habitat concernant des terrains au quartier « le Borghet » en vue d'y réaliser divers travaux d'équipement revêtant un caractère d'intérêt général ; parking et voies d'accès aux établissements de santé.
- à la dénomination d'une impasse au centre du village : impasse « rue de la Bourgade », perpendiculaire à la rue de la Bourgade.

Est retirée une délibération relative :

- à un avenant à passer avec GrDF ; (Gaz réseau de France).

Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse est élue secrétaire de séance.

Ordre du jour :

1^{er} point ; Projet nouveau Groupe scolaire : Montant définitif :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la nouvelle municipalité a travaillé depuis son installation sur le projet du nouveau Groupe Scolaire «Les Tilleuls».

Il informe l'assemblée que le permis de construire a été déposé le 08 décembre 2009.

Le dossier de consultation des entreprises, DCE, est en cours de finalisation.

Le montant définitif de l'opération a été estimé à 3 340 000 € HT.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'adopter ce montant permettant de poursuivre ce programme confié au SILCEN.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte le projet tel qu'exposé ci-dessus, estimé au total à 3 340 000 € HT.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

2^{ème} point ; Rénovation façade Médiathèque 28 rue du Pont Vieux :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la nécessité d'effectuer des travaux de rénovation de la façade du bâtiment abritant la médiathèque dans un local communal situé au rez de chaussée au n° 28 de la rue du Pont Vieux.

Compte tenu des divers et imprévus, le coût total de cette opération a été estimé à 3 800 € HT, soit 4 009 € TTC ; (TVA à 5.5%).

Le montant de la part communale, s'élève à 25% de ce montant, soit 950 € HT, soit 1 002.25 € TTC.

Il est possible de solliciter du Conseil Général des Alpes Maritimes une participation pouvant s'élever à 45 % du montant HT de la participation de la commune.

Une délibération du conseil municipal est nécessaire pour solliciter la subvention afférente.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Adopte,

Approuve le plan de financement suivant :

- Subvention du conseil général : 45 % du montant HT	428 €
- Part de la commune : 55 % du montant HT	522 €
- Montant H. T.	950.00 €
- TVA 5.5%	52.25 €
- Montant total TTC	1 002.25 €
- Montant total TTC de la part communale :	574.25 €

Autorise monsieur le Maire à solliciter cette aide financière, effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

3^{ème} point ; SI TV ; Modification des statuts :

Monsieur le Maire donne lecture au conseil municipal de la délibération du 19 novembre 2009 du Syndicat Intercommunal de la Télévision relative à la réactualisation de ses statuts.

Ce syndicat à vocation unique est désormais dénommé: **«Syndicat intercommunal pour la rediffusion de la télévision et des nouvelles technologies de la communication des communes de la vallée du Paillon»**.

Monsieur le Maire présente les nouveaux statuts qui ont été votés.

Le syndicat propose en plus la compétence suivante : les nouvelles technologies de la communication.

Chaque commune étant laissée libre de fixer par délibération de son conseil municipal les compétences qu'elle souhaite transférer au syndicat, monsieur le Maire propose que soit transférée au syndicat cette nouvelle compétence.

Il convient également de procéder, conformément à la modification de l'article 7 des nouveaux statuts, à la nomination des représentants soit un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Le conseil municipal, oui l'exposé de monsieur le Maire et après en avoir délibéré et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales,

- Adopte à l'unanimité les nouveaux statuts du **«Syndicat intercommunal pour la rediffusion de la télévision et des nouvelles technologies de la communication des communes de la vallée du Paillon»**.
- Décide à l'unanimité que soit transférée au syndicat la compétence «nouvelles technologies de la communication » ;

- Désigne comme délégué titulaire : monsieur François ZIZZO, (13 voix),
- Désigne comme délégué suppléant : madame Chantal HAVARD CORBIERE, (13 voix),
- Autorise à l'unanimité monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Monsieur ZIZZO, actuel Président de ce syndicat, informe le conseil municipal que la diffusion analogique sera interrompue en juin 2011.

4^{ème} point : Régularisation foncière Parcelle A 514 : Quartier du Serre :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la demande de régularisation des limites cadastrales de la parcelle A 514 située dans le quartier du Serre.

Une demande, aujourd'hui relancée, a été adressée en 2006 à la commune par Maître Laurence DORNE, notaire à Beaulieu sur mer.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte,

Prend note de la régularisation foncière nécessaire à savoir :

- La rectification des limites cadastrales de la parcelle cadastrée Section A n° 514 ;
- La modification de l'état descriptif de division pour créer un lot supplémentaire dans le cas où la commune est propriétaire d'un lot sous le bâtiment.

Les frais seront pris en charge par le demandeur.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

5^{ème} point ; Elaboration du PLU : 4^{ème} Motion :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'un groupe de travail constitué de l'entier conseil municipal et d'un comité de suivi composé de personnes non élues travaille sur l'élaboration d'un PLU.

Lors de sa réunion du 7 avril 2008, ce groupe de travail a émis un souhait :

"Dans un souci de cohérence avec le conseil municipal il est demandé qu'un point soit fait à période régulière, tous les trois mois par exemple, pour s'assurer du soutien constant de l'ensemble du conseil",

Monsieur le Maire propose la motion suivante au vote à l'identique de ce qui a été voté les 01^{er} août, 19 décembre 2008, et le 26 juin 2009:

«L'ensemble du conseil municipal atteste avoir eu connaissance de l'avancement des travaux d'élaboration du PLU par le groupe de travail constitué et de l'ensemble des 64 comptes rendus.

Le conseil municipal réitère son soutien au groupe de travail et le conforte dans la continuation de l'élaboration du PLU».

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,
Adopte la motion telle qu'exposée ci-dessus.

6^{ème} point ; Subventions aux associations : 2009 (5) :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lors de la présentation du Budget Primitif 2009, un montant global de 56 000 euros a été voté pour l'attribution de subventions aux associations.

Un montant de 52 050 € a été déjà attribué.

Le solde restant est de 3 950 €.

Après étude des dossiers, il est soumis au vote du conseil municipal l'attribution à l'association Paillons sports un montant complémentaire de 250 € à titre exceptionnel pour l'année 2009; (les demandes des autres associations seront étudiées en 2010) :

Considérant la demande de l'association Paillons Sports,

Considérant l'intérêt local de celle-ci,

Considérant les crédits disponibles au chapitre 6574 du budget de la commune,

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide d'attribuer à l'association Paillons sports un montant complémentaire de 250 € à titre exceptionnel.

Montant restant : 3 700 €.

7^{ème} point ; Avenant GrDF :

La délibération N° 7 relative à l'avenant proposé par GrDF a été retirée : du fait des termes particulièrement « obscurs » de cet avenant, le conseil ne peut valablement délibérer en toute connaissance de cause.

8^{ème} point ; Personnel municipal Régime indemnitaire :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les différentes délibérations du conseil municipal régissant le régime indemnitaire attribués aux agents de la commune ; (IAT, IFTS et ISF).

Les conditions de variation de ces indemnités variant d'une à l'autre créant des disparités entre les agents, monsieur le Maire propose donc de préciser un système clair et une certaine cohérence au niveau des modalités de maintien, de réduction et de suppression de celles-ci.

Ainsi, concernant ces indemnités :

Le Maire fixera leur attribution en fonction des critères suivants :

- La manière de servir, (motivation, expérience professionnelle, efficacité, capacité d'initiative, disponibilité...);
- Les missions confiées à l'agent ;
- L'absentéisme :
 - Le versement sera maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques de

grossesse ou congés d'adoption, accidents de travail, maladies professionnelles reconnues, congés de maladie ordinaire en dessous de 15 jours ouvrables compris discontinus ou continus.

- Le versement sera affecté d'un abattement de 40% en cas de congés de maladie ordinaire compris entre 16 jours et 30 jours ouvrables compris discontinus ou continus.
- Elle cessera d'être versée :
 - En cas de congés de maladie ordinaire supérieur à 30 jours ouvrables discontinus ou continus.
 - Pour toutes autres absences impliquant le demi traitement.
 - A l'agent en grève ou suspendu de ses fonctions.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Considérant qu'il appartient à l'autorité délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes la nature et les conditions d'attribution des indemnités applicables au personnel,

Vu le Code Général des Collectivités locales et les dispositions législatives et réglementaires afférentes,

Vu la saisine de la Commission Technique Paritaire,

Adopte.

9^{ème} point ; Taxi : Place de parking Redevance 2010 :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la redevance annuelle pour la place de parking de taxi a été fixée à 220 € pour l'année 2007 et n'a pas été réévaluée depuis trois ans.

Compte tenu du faible montant perçu, il propose à l'assemblée de fixer le montant pour l'année 2010 à 350 €, soit moins d'un euro par jour.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte la proposition de redevance annuelle 2010 de la place de parking de taxi pour un montant de 350 €.

Monsieur le Maire informe le conseil que de nombreuses demandes de particuliers et des maisons de retraite ne sont pas satisfaites.

10^{ème} point ; Droits de place 2010 :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la redevance pour les droits de place a été fixée à 25 € en 2008.

Il propose à l'assemblée de fixer pour l'année 2010 ce montant à 30 € la première journée par tranche de 100m² d'occupation et à 15 € par jour, les jours suivants, par tranche de 100m² d'occupation.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte ladite proposition pour les droits de place :

- 30 € la première journée par tranche de 100m² d'occupation,
- 15 €, par jour, les jours suivants par tranche de 100m² d'occupation.

(Ces tarifs ne comprennent pas les frais d'eau et d'électricité éventuels)

11^{ème} point : Bail emphytéotique Parking L'Abaghier, Quartier Le Borghet :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que par actes, en date des 26 octobre et 31 décembre 1987, l'Office a acquis diverses parcelles de terrain sises à L'Escarène, quartier du Borghet, dont trois d'entre elles sont cadastrées section C :

- numéro 190, d'une superficie de 700 m²,
- numéro 1146, d'une superficie de 384 m²,
- numéro 1149, d'une superficie de 2.417 m².

Ces parcelles ont été acquises, pour partie au titre d'une cession gratuite consentie autrefois à l'Office par la Commune, et pour une autre partie, au titre d'un échange réalisé avec un propriétaire riverain.

Elles dépendent de la résidence de Côte d'Azur Habitat et sont limitrophes au Foyer pour Personnes Agées « l'Olivier » et des futurs projets d'une unité d'hébergement renforcée destinée aux personnes âgées atteintes d'Alzheimer et de la Croix Rouge.

En vue d'y réaliser divers travaux d'équipement revêtant un caractère d'intérêt général, la Commune de L'Escarène a sollicité la prise de possession de ces trois parcelles au moyen d'un bail emphytéotique consenti à l'euro symbolique pour une durée de 50 ans.

Les travaux envisagés consistent en la création de parkings et de voies d'accès aux établissements de santé.

De plus, la réalisation de ce parking est nécessaire pour remplacer le parking interne de la résidence « L'Olivier » (qui a dû être fermé par suite de l'évolution des normes de sécurité) et en complément des stationnements existants pour la résidence l'Abaghier, dont la population a plus que triplé depuis son origine. Considérant la gêne actuelle occasionnée par le stationnement sur la voie publique, des locataires et des employés et visiteurs de « l'Olivier », la réalisation de ce parking va permettre la mise en sécurité du domaine public routier par la résorption du stationnement anarchique.

Considérant l'intérêt général de ce dossier, Côte d'Azur Habitat a accédé à la requête de la commune par délibération de son conseil d'administration en date du 16 décembre 2009.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil :

- D'approuver l'établissement d'un bail emphytéotique d'une durée de 50 (cinquante ans), consenti à l'euro symbolique entre la Commune de L'Escarène et Côte d'Azur Habitat, portant sur trois parcelles de terrain sises à L'Escarène, quartier du Borghet, cadastrées section C, numéros 190, 1146, et 1149, d'une superficie de totale de 3.501 m².

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Oùï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Approuve l'établissement d'un bail emphytéotique d'une durée de 50 (cinquante ans), consenti à l'euro symbolique au profit de la Commune avec Côte d'Azur Habitat, portant sur trois parcelles de terrain

sises à L'Escarène, quartier du Borghet, cadastrées section C, numéros 190, 1146, et 1149, d'une superficie de totale de 3.501 m²,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

Monsieur le Maire remercie madame ESTROSI-SASSONE pour le respect de sa parole donnée et la rapidité du traitement de ce dossier.

12^{ème} point ; Dénomination Impasse de la Bourgade :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'intérêt de donner un nom à une voie sans issue, perpendiculaire à la rue de la Bourgade afin de clarifier la numérotation dans ce secteur.

Cette demande permettra d'acheminer le courrier sans erreur, les numéros de cette voie se confondant avec la rue de la Bourgade.

Il propose le nom de «Impasse de la Bourgade» ce qui entérine le nom usuel.

Une délibération est nécessaire pour approuver cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité, moins une abstention, (Bertrand VRIGNON),

Adopte la dénomination telle qu'exposée ci-dessus.

Plusieurs possibilités de dénomination ont été proposées pour cette voie ; le conseil a souhaité se prononcer sur un choix entérinant le nom usuel.

Questions diverses :

Monsieur François ZIZZO, conseiller municipal délégué aux sports, demande à ce qu'un stade de football à sept homologué soit préservé à côté du nouveau groupe scolaire. Les normes étant rigoureuses, une dérogation sera sollicitée le cas échéant.

L'aménagement devant le Club bouliste sera effectué en même temps que l'aménagement de la place Camous en 2010.

Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.

Questions du public :

L'emplacement du futur microsite a-t-il été déterminé ?

Réponse : le conseil n'a pas encore décidé son emplacement définitif.

Où en sont les travaux de l'immeuble Pacchiaudi, Place Carnot ?

Réponse : une étude a été demandée par le maître d'œuvre après les sondages de sol pour le confortement de l'immeuble.